



PROJET vu pour être annexé à la décision du Bureau de la CA Saumur Val de Loire
n° 2020-008 DB du 16 janvier 2020

Le Président,




Jean-Michel MARCHAND

convention multipartenariale Destineo 4

**relative à l'exploitation et au
financement du système
d'information multimodale sur les
transports de voyageurs en Pays de la
Loire**

V12 du 19/12/2019



Entre :

La Métropole de Nantes, représentée par sa Présidente, dont le siège se situe 2, cours du Champ de Mars à Nantes, autorisée à signer la présente convention par délibération du conseil métropolitain du **14 février 2020**.

La Communauté d'Agglomération Angers Loire Métropole, représentée par le Président de la Communauté d'Agglomération d'Angers Loire Métropole dont le siège se situe 83 rue du Mail à Angers, autorisé à signer la présente convention par délibération du **12 novembre 2019**.

La Communauté Urbaine Le Mans Métropole, représentée par le Président de la Communauté Urbaine Le Mans Métropole dont le siège se situe 16 avenue François Mitterrand à Le Mans, autorisé à signer la présente convention par délibération du **[à compléter]**.

La Communauté d'Agglomération de la Région Nazairienne et de l'Estuaire, représentée par le Vice-Président de la CARENE dont le siège se situe Avenue du Commandant l'Herminier à Saint-Nazaire, autorisé à signer la présente convention par décision du **19 décembre 2019**.

La Communauté d'Agglomération de Laval, représentée par le Président de la Communauté d'Agglomération de Laval, dont le siège se situe 1 place du Général Ferrié à Laval, autorisé à signer la présente convention par délibération du **[à compléter]**.

La Communauté d'Agglomération La Roche-sur-Yon Agglomération, représentée par son Président, dont le siège social se situe 54, rue René Goscinny à La Roche-sur-Yon, autorisé à signer la présente convention par délibération du **[à compléter]**.

L'Agglomération du Choletais, représentée par le Président de l'Agglomération du Choletais, dont le siège se situe Rue St Bonaventure à Cholet, autorisé à signer la présente convention par délibération du **[à compléter]**.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, représentée par le Président de la Communauté d'Agglomération, dont le siège se situe 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, autorisé à signer la présente convention par délibération du **16 janvier 2020**.

Les Sables d'Olonne Agglomération, représentée par son Président, dont le siège social se situe 3 Avenue Carnot aux Sables d'Olonne, autorisé à signer la présente convention par délibération du **[à compléter]**.

La Ville de Sablé-sur-Sarthe, représentée par le Maire de Sablé-sur-Sarthe, dont le siège se situe Place Raphaël-Elizé à Sablé-sur-Sarthe, autorisé à signer la présente convention par délibération du **[à compléter]**.

La Société Concessionnaire Aéroports du Grand Ouest (Ci-après « SCAGO »), société par action simplifiée au capital de 4 500 000 euros dont le siège social est situé à Aéroport Nantes Atlantique 44340 BOUGUENNAIS Cedex immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nantes sous le numéro SIREN 528963952 représentée par Monsieur Cyril GIROT, Directeur Général Adjoint en charge des aéroports de Nantes Atlantique et Saint-Nazaire Montoir, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

ci-après dénommés « les Partenaires », d'une part

Et

La Région des Pays de la Loire, représentée par la Présidente du Conseil Régional des Pays de la Loire, dont le siège se situe 1 rue de la Loire à Nantes, autorisée à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente du **14 février 2020**.

ci-après dénommée « la Région », d'autre part

Les Partenaires et la Région ci-après conjointement dénommés « les Parties »

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le code des transports,
- VU le Code de la propriété intellectuelle et notamment les articles L 341 et suivants,
- VU les contrats de délégation de service public ou autres contrats d'exploitation établis entre les autorités organisatrices des transports et les exploitants,
- VU l'accord-cadre "Renouvellement et exploitation du système d'information multimodale Destineo en région des Pays de la Loire - Lot 1 : fourniture du calculateur d'itinéraires" passé entre la Région des Pays de la Loire et Cityway le 19 mars 2018 pour la période de mars 2018 au 1^{er} décembre 2022,
- VU l'accord-cadre "Renouvellement et exploitation du système d'information multimodale Destineo en région des Pays de la Loire - Lot 2 : fourniture des différents médias" passé entre la Région des Pays de la Loire et Instant System le 28 décembre 2017 pour la période de décembre 2017 au 1^{er} décembre 2022,
- VU l'accord-cadre "Renouvellement et exploitation du système d'information multimodale Destineo en région des Pays de la Loire - Lot 3 : fourniture des outils back office" passé entre la Région des Pays de la Loire et Cityway le 30 décembre 2017 pour la période de décembre 2017 au 1^{er} décembre 2022,
- VU l'accord-cadre "Renouvellement et exploitation du système d'information multimodale Destineo en région des Pays de la Loire - Lot 4 : prestations d'exploitation" passé entre la Région des Pays de la Loire et Cityway le 27 avril 2018 pour la période d'avril 2018 au 1^{er} décembre 2022,
- VU le marché public "Assistance à maîtrise d'ouvrage technique pour le renouvellement du système d'information multimodale Destineo en région des Pays de la Loire" passé entre la Région des Pays de la Loire et MT3 le 20 mars 2017 pour la période de mars 2017 à mars 2021,
- VU la délibération de la Métropole de Nantes du **14 février 2020**
- VU la délibération de la Communauté d'Agglomération Angers Loire Métropole du **12 novembre 2019**

- VU la délibération de la Communauté Urbaine Le Mans Métropole du **[à compléter]**
- VU la décision de la Communauté d'Agglomération de la Région Nazairienne et de l'Estuaire du **19 décembre 2019**
- VU la délibération de la Communauté d'Agglomération de Laval **[à compléter]**
- VU la délibération de la Communauté d'Agglomération de La Roche-sur-Yon du **[à compléter]**
- VU la délibération de l'Agglomération du Choletais du **[à compléter]**
- VU la délibération de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire du **16 janvier 2020**
- VU la délibération des Sables d'Olonne Agglomération du **[à compléter]**
- VU la délibération de la Ville de Sablé-sur-Sarthe du **[à compléter]**
- VU la délégation de pouvoirs délivrée par la Présidente de la Société Concessionnaire des Aéroports du Grand Ouest (SCAGO) au Directeur Général Adjoint en charge des aéroports de Nantes Atlantique et Saint-Nazaire Montoir en date du 1er juillet 2019
- VU la délibération du Conseil Régional des Pays de la Loire du **14 février 2020.**

Préambule

En 2004, la Région a initié une démarche pour mettre en place un site d'information multimodale en partenariat avec quelques collectivités ou organismes de la région. Le Système d'Information Multimodale, ci-après dénommé le « SIM » ou « Destineo » a ouvert en septembre 2006 et rassemble aujourd'hui **12 partenaires, dénommés ci-après « Parties »**.

Ce service disponible sur Internet, Internet mobile, applications mobiles et via des modules réutilisables et webservices, vise à faciliter la préparation des déplacements et l'aide au déplacement en cours de trajet des voyageurs dans le périmètre de la région des Pays de la Loire et à renforcer ainsi la pratique des transports alternatifs à la voiture individuelle pour une mobilité durable.

Il est alimenté par les bases de données et informations transmises par les Parties.

Par « **Base de données** », on entend l'ensemble des données des réseaux de transports et des autres services de mobilité partenaires de Destineo contenu et rassemblé dans le système Destineo.

Par **Informations**, on entend les données contenues dans la Base de données.

La réalisation du service Destineo était, jusqu'en 2018, confié à un seul prestataire au travers d'un marché public porté par la Région et financé par l'ensemble des partenaires. Trois versions, correspondant au renouvellement du marché, se sont ainsi succédées :

Destineo 1, mis en service en septembre 2006 ;

Destineo 2, mis en service en septembre 2010 ;

Destineo 3, mis en service en février 2014.

Pour sa 4^{ème} version, la Région des Pays de la Loire et ses partenaires ont décidé de renouveler le service Destineo sous une forme différente des précédents projets. Destineo 4 fait l'objet de quatre accords-cadres sur des périmètres bien spécifiques (cf. article 5.3) :

Lot 1 : Calculateur d'itinéraires : Conception et réalisation d'un calculateur d'itinéraires intégrant les bases de données provenant des outils back office ;

Lot 2 : Médias : Conception et réalisation du site et des applications mobiles DESTINEO ainsi que de modules réutilisables ;

Lot 3 : Outils back office de gestion des données ;

Lot 4 : Prestations de gestion/saisies des données.

Les **prestataires retenus** pour ces différents lots sont :

Cityway pour les lots 1, 3 et 4,

Instant System pour le lot 2.

La Région s'est également entourée d'une **assistance à maîtrise d'ouvrage technique** :

MT3, appelé ci-après « l'assistance à maîtrise d'ouvrage Technique »

article 1 OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la présente convention est de définir l'organisation du SIM : instances d'animation, rôles des acteurs, droits et devoirs des Parties.

Cette convention définit par ailleurs les engagements financiers entre les Partenaires et la Région ainsi que les modalités des flux financiers entre les Parties.

Elle précise également la propriété des différentes composantes du SIM (médias, base de données horaires, données nominatives, etc...). Elle définit en outre les conditions d'accès, d'usage et de diffusion des données et de la base de données.

Elle précise enfin les modalités d'évolution de la convention (durée, conditions de résiliation, avenant) et la gestion des litiges.

article 2 OBJECTIF DU SYSTÈME D'INFORMATION

Le SIM a pour vocation d'**offrir un meilleur accès à l'information sur les transports alternatifs à la voiture individuelle**, notamment en facilitant les pratiques multimodales et intermodales. A ce titre, le site internet www.destineo.fr et l'application mobile présentent les fonctionnalités suivantes :

- Recherche d'itinéraires de porte à porte (en indiquant une adresse, un lieu public, un arrêt de transport, ...) : les itinéraires proposés combinent toutes les offres de transports intégrées dans le référentiel Destineo (TGV, TER, cars interurbains, tramways et bus urbains,...) ainsi que la marche, le vélo personnel, le vélo libre-service et la voiture. Des trajets en covoiturage sont également proposés.
- Recherche d'horaires (à un arrêt ou d'une ligne).
- Informations trafic sont présentées dans une rubrique dédiée et dans les résultats du calculateur d'itinéraire et de la rubrique horaires ;

Dans un objectif de mutualisation et de mise en commun des moyens, **toutes les fonctionnalités de Destineo peuvent être réutilisées directement par les partenaires** (via webservice ou modules réutilisables).

article 3 PÉRIMÈTRE TERRITORIAL

Le périmètre de fonctionnement du SIM comprend les services de mobilité des partenaires suivants :

Région des Pays de la Loire : Réseau de transport régional Aléop (TER, tram-train, cars interurbains)

Région des Pays de la Loire : Réseau maritime de la Compagnie Yeu Continent

Syndicat Mixte de la Presqu'île de Guérande : Réseau de transport Lila Presqu'île

Métropole de Nantes : Réseau de transport urbain TAN, services vélos bicloo, stationnements voitures et covoiturage ouestgo

Communauté d'Agglomération Angers Loire Métropole : Réseau de transport urbain irigo

Communauté Urbaine de Le Mans Métropole : Réseau de transport urbain SETRAM

Communauté d'Agglomération de la Région Nazairienne et de l'Estuaire : Réseau de transport urbain STRAN

Communauté d'Agglomération de Laval : Réseau de transport urbain TUL

Agglomération du Choletais : Réseau de transport urbain Choletbus

Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire : Réseau de transport urbain Agglobus

Communauté d'Agglomération La Roche-sur-Yon Agglomération : Réseau de transport urbain Impulsyon

Les Sables d'Olonne Agglomération : Réseau de transport urbain Oléane

Ville de Sablé-sur-Sarthe : Réseau de transport urbain Réso

Aéroport de Nantes Atlantique : vols à l'arrivée et au départ de l'aéroport

Sans être membres à part entière du partenariat, les réseaux suivants sont intégrés au périmètre de Destineo dans l'objectif d'offrir aux usagers un panel plus large de solutions de mobilité (multimodalité et intermodalité) :

Réseau SNCF national (trains grandes lignes et interrégionales)

Lignes du réseau de transport d'Ile de France Mobilités pour les correspondances entre les gares parisiennes

Offres de covoiturage des plates-formes Ouest-Go, BlaBlaCar et IDVroom

Le périmètre territorial n'est pas figé et pourra être étendu.

article 4 INSTANCES D'ANIMATION DU SIM

4.1. Le comité de pilotage (composition, missions, fréquence)

Le comité de pilotage est composé d'un représentant de l'assemblée délibérante de chaque Partie, d'un représentant de la SCAGO et présidé par la Région, maître d'ouvrage du SIM. L'Agence Régionale Pays de la Loire Territoires d'innovation, l'Etat et SNCF peuvent être associés au comité de pilotage avec voix consultative.

Le comité de pilotage se réunit à l'initiative de la Région et/ou à la demande d'un des Partenaires. Il évalue le fonctionnement du dispositif et décide des adaptations nécessaires (évolutions fonctionnelles du système). Pour cela, il fait réaliser toute étude permettant d'éclairer les orientations. Il décide et valide les orientations financières (répartition entre les Parties).

4.2. Le comité technique (composition, missions, fréquence)

Le comité technique est composé de représentants des services de chaque Partie. Il se réunit au moins une fois par an à l'initiative de la Région et/ou à la demande d'un des Partenaires.

Le comité technique est chargé du suivi opérationnel du projet, de la préparation des comités de pilotage, de la proposition de choix techniques sur l'évolution du système.

Le comité technique rédige le cahier des charges pour les évolutions fonctionnelles.

4.3. Le comité communication (composition, missions, fréquence)

Le comité communication est composé de représentants des services Communication de chaque Partie. Il se réunit occasionnellement à l'initiative de la Région et/ou à la demande d'un des Partenaires.

Le comité communication a vocation à travailler sur les visuels de Destineo : il donne son avis pour la rédaction du brief lors des renouvellements du visuel Destineo et est consulté pour examiner les propositions des agences de communication. A cet effet, les visuels sont adressés aux membres du comité communication et sont présentés en comité de pilotage si le calendrier le permet. En tant que maître d'ouvrage, la Région valide en dernier lieu les visuels.

Par ailleurs, le comité communication est un lieu de concertation sur les actions qui pourraient être menées par les Partenaires et la Région.

article 5 RÔLES DES ACTEURS DANS LE FONCTIONNEMENT DU SIM

Les principales missions des acteurs sont décrites ci-après. Les procédures détaillées relatives aux missions des Partenaires sont décrites dans le Guide du partenaire (cf. **Annexe 9**), dont les modalités de mise à jour sont précisées au point 5.5.

5.1. Rôles de la Région, maître d'ouvrage

La Région, accompagnée des Prestataires, réalise le système. Elle assure l'interface entre les Partenaires et les Prestataires chargés de la réalisation et de l'exploitation du système ou tout autre prestataire missionné sur le système d'information. Seule la Région est autorisée à passer les commandes de prestations spécifiques, concernant éventuellement une seule Partie, dans le cadre des marchés publics qui la lient aux Prestataires.

La Région décide également d'un plan annuel de communication dont elle assure le financement.

La Région assure par ailleurs la coordination et l'animation du projet avec les Partenaires et les acteurs associés. Elle peut pour cela faire appel à une assistance à maîtrise d'ouvrage.

5.2. Rôles des Partenaires

En tant qu'autorités organisatrices des transports ou autres gestionnaires de transport ou d'infrastructure, le rôle des Partenaires est d'alimenter le SIM en informations relatives à leur réseau de transport et/ou à leur infrastructure, ce qui inclut :

Fournir les mises à jour des données et autres informations permettant le bon fonctionnement du calculateur d'itinéraires de Destineo : base de données des horaires théoriques, information trafic, information nécessaire à la prise en compte du transport à la demande sur Destineo, information horaires temps réel, informations tarifaires. Les missions spécifiques aux restructurations sont décrites au § Cas des restructurations de réseaux.

Participer activement à la montée et au maintien de la qualité des données. Une fois par an, le Prestataire remettra à chaque Partenaire un audit personnalisé de ses données qui fera notamment l'objet d'échanges dans le cadre du rendez-vous annuel entre le Partenaire et le prestataire du Lot 4. Ce document listera les actions à réaliser par le Partenaire ou son exploitant pour atteindre le niveau de qualité requis (consignes techniques, format et source des données, géocodages, respect de chartes de nommage). Cf. Guide du Partenaire en **Annexe 9** ;

Fournir les compléments d'information nécessaires à la mise à jour des médias : logo de la collectivité, logo du réseau, contenu éditorial,... ;

Répondre aux mails des internautes qui sont transférés par le Prestataire du Lot 4 ;

Alimenter les lieux publics « Mobilité » (agences de vente, aires de covoiturage, parcs-relais, stations de vélo en libre-service, stationnements vélos, etc.) pour compléter les points d'intérêt qui ne sont pas présents dans la base mise à disposition par le prestataire du lot 1. Ces données devront respecter les critères de qualité décrits dans la charte de nommage présentée en **Annexe 10** ;

Promouvoir Destineo dans la mesure de ses possibilités (mise en valeur sur les documents d'information voyageurs, campagne de communication, promotion lors de forums, ...).

5.3. Rôle des Prestataires

Le système sera réalisé et exploité par les Prestataires des 4 lots jusqu'au 1^{er} décembre 2022. Les missions assignées aux Prestataires (cf. **Annexes 1, 2, 3 et 4**) concernent le renouvellement du dispositif puis son exploitation :

Lot 1 - Calculateur d'itinéraires : Conception et réalisation d'un calculateur d'itinéraires intégrant les bases de données provenant des outils back office (sous la forme d'exports normalisés et d'API/Webservice) et fournissant des API/Webservice permettant l'intégration de la recherche d'itinéraires dans les médias DESTINEO ainsi que dans les modules réutilisables destinés aux sites et applications des partenaires. Le calculateur produit des données statistiques qui seront exploitées dans un outil

décisionnel. Le lot calculateur a également à sa charge la modélisation du transport à la demande zonal.

Lot 2 - Médias : Conception et réalisation de site et applications mobiles DESTINEO ainsi que de modules réutilisables à destination des sites et applications mobiles des partenaires. Ces médias intégreront les API/Webservice fournis par le calculateur et les outils back office.

Lot 3 - Outils back office de gestion des données : Outils de saisie et d'enrichissement des données théoriques, des perturbations et des tarifs, interfaces de récupération des données théoriques et temps réel, de perturbation, outils d'analyse de l'offre, API/Webservice permettant au calculateur ainsi qu'aux différents médias de récupérer les données temps réel, de perturbation et les tarifs, contrôle de la qualité des bases en entrée et contrôle de la qualité de la base globale en sortie. Ce lot fournit également l'outil de gestion des anomalies qui sera utilisé par l'ensemble des titulaires pour gérer les anomalies qui concernent leur propre lot.

Lot 4 - Prestations de gestion/saisies des données : organiser la collecte des données de l'ensemble des partenaires, saisir/enrichir/mettre en qualité les données de certains partenaires.

5.4. Rôle des acteurs associés

Au gré des contractualisations avec leurs autorités organisatrices, les exploitants mettent les bases de données à disposition, si possible en open data, du prestataire du lot 3 (ou du lot 4 en cas de transmission d'informations permettant la saisie des données) pour permettre l'alimentation de Destineo. Ils répondent également à certains mails utilisateurs reçus par le biais des médias Destineo.

Pour le bon fonctionnement du dispositif, la Région peut travailler avec d'autres collectivités ou divers organismes, tels que :

SNCF : elle intervient en tant que fournisseur des données de transport des liaisons interrégionales (InterCités) et nationales (TGV) ;

L'Agence Régionale Pays de la Loire Territoires d'innovation pour les sujets touristiques ;
Etc.

5.5. Guide du Partenaire

Le Guide du Partenaire décrit les procédures permettant le bon fonctionnement du SIM (cf. **Annexe 9**). C'est un document évolutif, qui peut être modifié à tout moment. Lorsque des modifications sont apportées, celles-ci sont présentées et validées en comité technique. La dernière version du Guide du Partenaire est déposée sur le SharePoint Destineo (espace documentaire réservé au partenariat Destineo, accessible en ligne sous réserve de disposer d'un compte). Les Partenaires en sont informés et ont trente jours pour contester une modification. Sans remarque particulière, la nouvelle version du Guide du Partenaire est réputée adoptée à l'issue de ce délai. Si des remarques sont formulées, une nouvelle version est proposée en comité technique puis validée dans les conditions décrites ci-avant.

En cas de désaccord persistant, la dernière version est soumise en comité technique et adoptée à la majorité des présents, sous réserve que les représentants des services des parties aient été avisés par mail de la tenue du comité au minimum trente jours au préalable.

article 6 DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTENAIRES ET DE LA RÉGION

6.1. Droits et obligations de la Région

La **Région** s'engage à assurer la continuité de service et l'exploitation du SIM avec les Prestataires retenus pendant toute la durée de Destineo 4 (soit jusqu'au 1^{er} décembre 2022). Elle se porte garante d'une utilisation conforme par les Prestataires des données des Parties aux fins prévues dans le cadre du marché.

Conformément aux décisions du comité de pilotage du 6 décembre 2019, la Région est habilitée à réaliser des dépenses mineures sur Destineo sans en référer au comité de pilotage. Il peut par exemple s'agir de : participation supplémentaire à un comité technique pour l'un des prestataires (entre 1 500 et 2 000 €TTC environ, selon les lots), une journée de formation complémentaire, des journées de développement permettant d'apporter une amélioration mineure pour les usagers ou les partenaires, etc... Ces dépenses mineures ne doivent pas dépasser un montant cumulé de 14 700 € TTC / an et sont discutées en comité technique. Ce montant correspond environ à 4% du coût annuel moyen de Destineo s'élevant environ à 368 000 €TTC/an (176 509,33 €TTC/an d'investissement lissé sur 4 ans + 191 000 €TTC/an environ en fonctionnement).

Au-delà de ce montant, la Région peut également solliciter officiellement la validation des partenaires par courrier jusqu'à un seuil maximal de 29 400 €TTC (soit environ 8% du coût annuel moyen de Destineo). Au-delà de ce seuil de validation par courrier, la tenue d'un Comité de Pilotage est nécessaire pour engager des dépenses supplémentaires.

La Région gère les demandes d'accès aux données (fourniture de base de données ou accès par webservices - cf. Droit d'accès et de réutilisation des données).

6.1.1. Obligations d'informations

La Région s'engage à informer les Partenaires dans les domaines suivants :

Elle informe et consulte les Partenaires pour toute évolution du SIM (nouvelle fonctionnalité, évolution des webservices, ...) ;

Elle réalise annuellement un bilan d'activité du SIM qu'elle adresse pour information aux Partenaires (rapport d'activité, bilan financier, bilan sur l'usage des données, actions de communication engagées...).

6.1.2. Obligations de conseil et d'information financière

La Région s'engage à informer les Partenaires sur les éléments financiers relatifs au projet, à savoir :

A l'été de l'année $n-1$, adresser une estimation financière des dépenses pour l'année n afin que chaque Partenaire puisse l'intégrer dans son budget primitif ;

A l'été de l'année $n+1$, fournir un état des dépenses et des recettes de l'année n ainsi que la répartition de celles-ci entre les Parties, en vue de l'appel de fonds mentionné à l'article Modalités de paiement ;

Présenter annuellement un suivi pluriannuel des dépenses ;

Autant que de besoin, fournir les estimations financières nécessaires à une prise de décision.

6.1.3. Obligation de maintenir Destineo

La Région s'engage à faire vivre Destineo 4 sur la durée des marchés avec les Prestataires. En particulier, elle met à disposition des modules réutilisables et des webservices dans les conditions définies à l'article 8.2.4.

La Région s'engage à organiser les formations nécessaires au bon fonctionnement du SIM pour les Partenaires qui le demandent.

6.2. Droits et obligations des Partenaires

Les Partenaires s'engagent à une obligation de résultat dans la production et la transmission des données permettant la mise en place et le bon fonctionnement de Destineo.

Les Partenaires garantissent la fiabilité des données et des informations fournies : ils s'engagent à transmettre à la Région et les prestataires les données mises à jour, au minimum lors des périodes de changement d'horaire et de tarifs et à chaque modification des services ou restructuration sur le réseau.

Dans les cas de délégations de service public ou de tout autre type de contrat d'exploitation, ils s'engagent à ce que leur(s) opérateur(s) de transport collecte(nt) et mette(nt) à disposition de la Région et des prestataires les données des différents réseaux. Cette mise à disposition doit s'effectuer dans le respect des formats d'échange validés avec les prestataires, dans le respect des délais définis (cf. calendrier de transmission des données présenté dans le Guide Partenaire en **Annexe 9**) et en tenant compte des contraintes (contraintes de personnel en période de vacances scolaires par exemple). Dans la mesure du possible, les partenaires sont invités à tendre vers une transmission de leurs données dans un format normalisé ou standardisé.

Lorsque les données d'un partenaire sont disponibles et mises à jour régulièrement sur une plate-forme open data, le prestataire de Destineo récupère automatiquement les données sur cette plateforme si le partenaire en question a donné son accord.

Les Partenaires s'engagent à promouvoir Destineo dans les supports de communication qui leur sont propres et à respecter la charte graphique (nom, logo, couleurs) présentée en **Annexe 10**. Les Partenaires informent annuellement la Région des actions de communication menées.

6.3. Recours

La Région se réserve le droit d'intenter un recours contre le Partenaire qui n'aurait pas respecté ses obligations définies dans la présente convention.

Les Partenaires, individuellement ou collectivement, peuvent intenter un recours contre la Région si celle-ci ne respecte pas ses engagements contractuels définis ci-dessus.

article 7 PROPRIÉTÉS INTELLECTUELLES ET RESPONSABILITÉ JURIDIQUE

7.1. Propriété des médias

La Région est propriétaire des médias permettant la diffusion de l'information disponible dans le SIM, notamment :

le site internet www.destineo.fr et sa version mobile ;

les services personnalisés, dans la version livrée par la Région aux Partenaires : modules réutilisables et webservice ;

les applications mobiles.

7.2. Propriété de la base de données du système d'information

La base de données Destineo reste la propriété de la Région, conformément aux dispositions de l'article L 112-1, L 112-3 et L 341-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Les données contenues dans la base de données restent la propriété des Partenaires de Destineo qui alimentent la base.

Conformément aux articles L 1115-1 et suivants du Code des transports, les données statiques et dynamiques sur les déplacements sont rendues accessibles dans les conditions prévues par le Code des transports.

7.3. Propriété des logiciels

Les logiciels utilisés dans le cadre des marchés Destineo 4 peuvent être répartis en 3 catégories :

Les logiciels propriétaires développés en propre par les prestataires et utilisés actuellement en tant que produits standards sur plusieurs projets de ses clients ;

Les logiciels faisant l'objet d'un droit de licence d'un tiers éditeur, de logiciels open source ou de logiciels disponibles sur le marché et pouvant être acquis par tous ;

Les développements spécifiques à Destineo répondant précisément aux spécificités requises dans les marchés.

Dans le cadre des marchés, la Région dispose d'un droit d'utilisation de ces logiciels, conformément aux dispositions de l'article 38 – option A du CCAG TIC, à l'exception du contenu des bases de données pour lequel le Titulaire concède au pouvoir adjudicateur la

cession exclusive de la totalité de ses droits, selon les modalités décrites dans l'article 38 option B du CCAG-TIC. Les logiciels restent la propriété de leurs éditeurs.

7.4. Propriété des données générées par le SIM

Les statistiques concernant la fréquentation et l'utilisation du site réalisées par les Prestataires sont transmises régulièrement à chaque Partie et sont donc de libre usage par chacun ;

Les données générées par les Parties (statistiques d'usage du site, statistique du calculateur d'itinéraires, extraction et analyse de données horaires, cartes isochrones, ...) sont leur propriété. L'utilisation des données issues du SIM a pour but d'améliorer l'intermodalité des réseaux et n'est pas destinée à une utilisation commerciale.

7.5. Propriété des données à caractère personnel de tiers

Par données à caractère personnel de tiers, on entend les données transmises par les utilisateurs dans le cadre de leurs demandes sur la page « Contact » et/ou dans le cadre de l'inscription à des services en ligne (compte utilisateur incluant potentiellement le profil tarifaire).

La Région demeure propriétaire de l'ensemble des bases de données générées par ces transmissions d'utilisateurs, qui fait l'objet d'une déclaration CNIL conformément à la loi n° 78-17 modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (déclaration n°1611785 v0).

Destineo se conforme au Règlement Général sur la Protection des Données entré en application le 25 mai 2018.

Dans le cas des demandes qui impliquent une réponse par les Partenaires, ceux-ci s'engagent à utiliser les données transmises conformément à l'objet de la présente convention et de la déclaration CNIL.

7.6. Propriété des logos ou marques du SIM

Le nom et les visuels (logos, graphisme, pictogrammes) appartiennent à la Région.

7.7. Responsabilité juridique

En tant que directrice de la publication du site internet, la Présidente du Conseil Régional est juridiquement responsable du contenu éditorial diffusé sur les médias dont elle maîtrise le contenu, à savoir : le site internet, sa déclinaison mobile et l'application mobile (disponible en version Android et IOS).

La Région n'est pas responsable du contenu éditorial des médias qui utilisent les outils mis à disposition (modules réutilisables et webservices) dont elle ne maîtrise pas le contenu éditorial.

Chaque partenaire qui réalise du contenu éditorial à partir des outils mis à sa disposition dans le cadre de la présente convention, sans que la Région n'ait la maîtrise de ce contenu, le fait sous sa propre responsabilité.

Il en est de même en cas de réalisation d'un tel contenu éditorial par l'exploitant d'un des partenaires à la présente convention.

article 8 DROIT D'ACCÈS ET DE RÉUTILISATION DES DONNÉES DU SIM

Le présent article décrit les droits d'accès et de réutilisation des données du SIM concédés par la Région, aux Partenaires, à leurs exploitants ou leurs prestataires et à des tiers.

8.1. Accès et réutilisation des codes sources des logiciels et médias

Les Prestataires se sont engagés à remettre les « codes sources », (y compris les « codes sources » permettant de générer les structures des bases de données), mais également les documentations techniques de ces structures de bases de données (modèles conceptuels, modèle physique, stratégie d'indexation du modèle physique, scripts SQL de mises de fond des paramétrages techniques). L'ensemble de ces éléments pourront être remis, au terme des marchés, à la Région qui pourra les utiliser pour son compte ou le compte d'un acteur tiers si celui-ci le souhaite.

Les demandes de réutilisation seront traitées au cas par cas par la Région.

8.2. Accès et réutilisation des données du SIM

Par données du SIM, on entend toutes les données des transports en commun (horaires, localisation des arrêts, structure des lignes, informations tarifaires,...) ainsi que les données « Mobilité » (parking-relais, aires de covoiturage, stations de vélos, etc).

8.2.1. Accès aux données par le site internet et les applications mobiles

Les usagers ont un accès gratuit aux modules de calculateur d'itinéraires, de recherches horaires et d'information trafic sur les médias qui le proposent.

8.2.2. Accès aux données brutes

Les Parties et leur(s) exploitant(s) peuvent extraire eux-mêmes, et sans autorisation préalable, les données relatives à leur réseau (en vue d'une mise à disposition dans le cadre d'un appel d'offres par exemple). Cette action se fait par l'outil d'agrégation des données (OptyBase).

Un export du référentiel théorique de Destineo est mis à disposition sur la plate-forme open-data régionale, sous la licence Open Database License (ODbL), permettant ainsi à **tous les réutilisateurs** potentiels d'y accéder et permettant aux Autorités Organisatrices membres de Destineo de se mettre en conformité avec les dispositions de la Loi d'Orientation sur les Mobilités. Le type de licence pourra évoluer sur validation du Comité de Pilotage ou par courrier de validation auprès des partenaires de Destineo.

Les données en temps réel seront également mises en open data une fois les contraintes techniques levées. Afin de ne pas faire porter aux partenaires de Destineo les éventuels

coûts marginaux liés à cette mise à disposition, des redevances pourraient être mises en place en fonction des seuils d'utilisation.

8.2.3. Accès aux données par webservices

Les Parties et leur(s) exploitant(s) bénéficient d'un accès gratuit et illimité aux webservices Destineo.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de la Loi d'Orientation sur les Mobilités, le webservice de calculateur d'itinéraires peut être mis à disposition des **tiers** qui en font la demande. Afin de ne pas faire porter aux partenaires de Destineo les coûts marginaux liés à cette mise à disposition, des redevances seront mises en place en fonction des seuils d'utilisation.

La Région s'engage à communiquer annuellement aux Partenaires la liste des webservices ouverts.

8.3. Accès aux outils statistiques et réutilisation des données générées

Les outils statistiques concernant la fréquentation et l'utilisation du site sont accessibles à toutes les **Parties et à leur(s) exploitant(s)** qui le souhaitent. Ils peuvent être ouverts ponctuellement à des **tiers** à des fins d'étude pouvant bénéficier à Destineo.

Les outils statistiques concernant l'usage du calculateur sont également accessibles à toutes les Parties et à leur(s) exploitant(s) qui le souhaitent. Ces outils statistiques ne peuvent pas être mis à disposition de **tiers**.

Les données générées peuvent être utilisées sans restriction d'usage dès lors que la teneur des informations est respectée et que la source est indiquée. Cette utilisation ne doit pas porter atteinte à la notoriété de Destineo ou des Parties ou leur(s) exploitant(s).

8.4. Accès et réutilisation des données à caractère personnel

La Région ne concède aucune transmission, ni d'accès ni de réutilisation des données à caractère personnel, excepté dans les conditions prévues à l'article 5.2 sur la réponse aux demandes des internautes.

8.5. Réutilisation des logos ou marques du SIM

La Région autorise les Partenaires à utiliser le nom et les visuels du SIM (logos et graphisme) sans autorisation préalable mais dans le respect des conditions décrites en **annexe 11**.

Pour les personnes morales de droit public non signataires de la présente convention, la Région peut également autoriser l'usage des éléments graphiques à réception d'une demande expresse de la personne publique.

article 9 DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Le présent article vise à définir la participation financière au SIM des Parties.

9.1. Définition de la participation financière des Parties

Les coûts du projet mutualisés entre les Parties sont :

- le coût de constitution du référentiel, tels que présentés dans les Bordereaux des Prix Unitaires en annexes. Il inclut notamment les interfaces techniques entre les systèmes des Parties et Destineo;
- le coût de fonctionnement du référentiel, tels que décrits dans les Bordereaux des Prix Unitaires en annexes;
- les coûts d'étude et de développement de fonctions sur Destineo dans le respect de la répartition définie à l'article Evolution du périmètre de Destineo.

La Région prend en charge les coûts suivants :

- les assistances à maîtrise d'ouvrage ;
- ses actions de communication sur Destineo.

Les Partenaires s'engagent à financer toute prestation spécifique à leur réseau et non incluse dans le cahier des charges initial (changement de format de données, accompagnement d'une modification majeure de réseau, ...). En revanche, le coût de la réalisation d'une nouvelle interface de récupération des données temps réel (environ 6 000 €TTC) pour un partenaire déjà membre du partenariat au moment du lancement de Destineo 4 (novembre 2018) et qui n'en bénéficiait pas auparavant, sera intégré aux dépenses d'exploitation partagées au sein du partenariat.

Les Partenaires financent les actions de communication qu'ils mettent en œuvre pour promouvoir Destineo, conformément aux engagements de l'Droits et obligations des Partenaires et de la Région , sans que cela entraîne d'échange financier avec la Région.

Les Bordereaux des Prix Unitaires des 4 lots pour le "Renouvellement et exploitation du SIM [Destineo](#) en Pays de la Loire" passés entre la Région et les Prestataires sont annexés à la présente convention.

Les coûts de constitution du référentiel et de fonctionnement annuels peuvent évoluer (nouveaux partenaires, nouvelles fonctionnalités, actualisation des prix des marchés,...).

9.2. Listes des recettes potentielles

Le SIM Destineo n'a pas vocation à générer des recettes. Cependant, certaines recettes ne sont pas à exclure :

La Région se réserve le droit de solliciter des subventions auprès de tiers, par exemple l'Etat ou l'Europe, ou de participer à des projets permettant le recueil de fonds.

La mise à disposition des données par webservice (cf. Droit d'accès et de réutilisation des données du SIM) peut donner lieu à la perception d'une redevance. En revanche, cette redevance ne peut que couvrir les coûts marginaux de mise à disposition.

9.3. Principe de répartition des dépenses et des recettes entre les Partenaires et la Région

Conformément à la décision du comité de pilotage du 6 décembre 2019, la charge financière est répartie selon trois principes :

une répartition par type de collectivité : 65,33% pour la Région des Pays de la Loire, 32,67% pour les autorités organisatrices de transports urbains et 2 % pour la Société Concessionnaire des Aéroports du Grand Ouest (SCAGO).

au sein de chaque type de collectivité, une répartition au prorata de la population. A l'occasion de l'émission des titres de recettes annuels (cf. Article Modalités de paiement), pour le partage des coûts d'exploitation, le nombre d'habitants est actualisé sur la base des données INSEE les plus récentes et sur la base des communes adhérentes aux agglomérations au 31 décembre de l'année d'exercice considéré.

Pour les collectivités ayant un ratio du nombre de kilomètres commerciaux sur le nombre d'habitants inférieur à 4 (réseau à caractère très rural ou circulant en été uniquement par exemple), le pourcentage de participation de ces partenaires est divisé par deux par rapport au pourcentage résultant du prorata de la population.

article 10

Application du principe de répartition financière entre les Parties¹
(sur la base de la population 2016)

		Population ²	Contribution en %
Région des Pays de la Loire			65,33%
AOM		1 789 399	32,67%
	Nantes Métropole	654 829	36,59%
	Angers Loire Métropole	302 001	16,88%
	Le Mans Métropole	210 627	11,77%
	CARENE	128 035	7,16%
	Laval Agglomération	117 515	6,57%
	La Roche-sur-Yon Agglomération	99 707	5,57%
	Agglomération du Choletais	106 711	5,96%
	Saumur Val de Loire	103 473	5,78%
	Les Sables d'Olonne Agglomération	53 622	3,00%
	Sablé-sur-Sarthe	12 879	0,72%
Aéroport			2%

¹ Conformément au principe de répartition financière validé en comité de pilotage d'avril 2006 et confirmé en comité de pilotage du 6 décembre 2019.

² Données issues du recensement général de la population 2016 sur la base des communes adhérentes aux agglomérations en 2019. Pour le partage des coûts d'exploitation, ces données sont révisables annuellement sur la base des données issues des recensements INSEE.

La Région s'engage à faire bénéficier les Partenaires de tout apport financier qui concernerait les coûts mutualisés décrits à l'Article Définition de la participation financière des Parties (le coût de constitution du référentiel, le coût de fonctionnement du référentiel, les coûts d'étude et de développement de fonctions sur le site Internet ou d'utilisation sur un autre média).

10.1. Lissage du coût d'investissement

Conformément à la décision du comité de pilotage du 6 décembre 2019, la Région assure un lissage des coûts d'investissement pour les Partenaires sur 4 ans (soit 2019, 2020, 2021 et 2022).

10.2. Impact des évolutions du dispositif sur les dispositions financières

10.2.1. Cas des restructurations de réseaux et des changements de formats d'échange

Conformément aux décisions prises lors du comité de pilotage du 6 décembre 2019, les **saisies de données lors d'un changement majeur de réseau** (cf. Bordereau des Prix unitaire du Lot 4), liées par exemple à la mise en place d'un tramway ou à l'amélioration des correspondances, font l'objet d'une prestation sur bon de commande.

La définition d'une restructuration majeure d'un réseau a été arrêtée dans le § 4.2.1.2 du cahier des charges du lot 4 mais ne concerne que les partenaires pour lesquels le titulaire du lot 4 effectue une saisie :

article 11

Définition des modifications mineure et majeure de réseau

Modification mineure (prise en charge par le Prestataire, pour toute la durée du marché et pour l'ensemble des Parties)	Modification de points d'arrêts
	Modification de lignes existantes avec création de nouveaux parcours ou déviation de parcours
	Modification de lignes passant sur un PEM
	Création/suppression d'une ou de plusieurs lignes
Modification majeure (sur bon de commande spécifique)	Création d'une ou plusieurs lignes structurantes (tramway, BHNS), avec réorganisation des lignes à proximité

Les modifications sur les lieux publics et données Mobilité sont gérées par ailleurs (autre mission du Prestataire) et ne constituent pas une modification de réseau.

Le Prestataire a la responsabilité d'accompagner les Parties, notamment lors d'une réunion de paramétrage des nouvelles correspondances multimodales liées à la restructuration de réseau, en concertation avec les réseaux en correspondance. Les Parties doivent transmettre au Prestataire les nouveaux cas de tests à contrôler lors des intégrations.

Les nouvelles données du réseau (nouveaux horaires, nouveaux arrêts, géocodage de ces arrêts, nouvelles lignes,...) sont transmises dans les mêmes conditions techniques.

Dans le cas d'un changement ou de mise à jour de logiciel, une prestation de création ou de modification du **format d'échange des données** peut être nécessaire. Cette prestation fait également l'objet d'un bon de commande.

Dans ces deux cas, le Partenaire concerné doit saisir la Région pour qu'une demande de redéfinition du format d'échange soit faite au Prestataire. Celle-ci sera facturée au Partenaire dans le respect des tarifs en cours dans le marché (cf. prix actualisables dans les Bordereau des Prix Unitaires des lot 3 et 4).

11.1.1. Implication financière de l'arrivée de nouveaux réseaux

Les **coûts d'intégration** des nouveaux réseaux ne sont pas à la charge des Parties de la présente convention : de même que pour les Partenaires actuels, la Région avancera les fonds et se fera rembourser par les futurs Partenaires. Celles-ci bénéficieront des éventuelles subventions (Etat, Europe...) de l'année en cours pour l'investissement ou l'exploitation si elles ont participé au financement.

Le **coût annuel de fonctionnement** évolue avec l'entrée de nouveaux réseaux. Ainsi, pour une année avec de nouveaux réseaux :

Calcul du coût de fonctionnement

Coût de fonctionnement annuel + Coût annuel supplémentaire pour un nouveau réseau

Le coût de fonctionnement annuel comprend le fonctionnement pour tous les réseaux décrits dans les cahiers des charges de Destineo 4.

L'entrée de nouveaux réseaux entraîne une nouvelle répartition de la charge financière. Celle-ci prend effet à compter de l'intégration réelle sur Destineo.

11.1.2. Evolution du périmètre de Destineo

Evolutions majeures. Les Parties peuvent décider d'étudier des évolutions fonctionnelles ou graphiques qui amélioreront le SIM. Le choix de faire évoluer Destineo est fait en comité de pilotage, à l'unanimité.

Evolutions mineures. Si le comité technique constate des dysfonctionnements pouvant facilement être corrigés ou des améliorations sans impact majeur, la Région peut commander des développements au Prestataire, dans la limite des montants définis à l'article 6.1.

La charge financière résultant de ces évolutions mineures ou majeures (études de faisabilité et développement) est répartie entre les Parties selon la répartition établie au § Principe de répartition des dépenses et des recettes entre les Partenaires et la Région.

Evolutions pour certains Partenaires. Destineo pourrait évoluer pour satisfaire aux besoins d'un nombre restreint de Partenaires, sans affecter le fonctionnement de Destineo pour les autres partenaires.

Ce(s) nouveau(x) service(s) sera(ont) portés financièrement par les seuls Partenaires intéressés.

11.2. Modalités de paiement

11.2.1. Paiement des prestations de base (constitution du référentiel et exploitation du site)

A l'été de l'année $n+1$, la Région établit un récapitulatif des dépenses et des recettes de l'année n duquel elle calcule la participation de chaque Partie (dépenses – recettes * taux de participation). Ce récapitulatif est visé par le Payeur Régional puis la Région adresse à chaque Partenaire un titre de recettes.

A l'été de l'année $n-1$, la Région produit, à titre indicatif, une estimation prévisionnelle de la participation des Parties pour l'année n .

Les Partenaires s'engagent à inscrire dans leur budget annuel les montants correspondants à leur participation et à honorer dans un délai de 3 mois le titre émis par la Région. A défaut, les Partenaires s'exposent aux intérêts moratoires en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le 1^{er} jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 7 points.

11.2.2. Paiement des prestations ponctuelles

La Région donne son accord pour les demandes ponctuelles de prestations complémentaires formulées par un Partenaire et avance les fonds auprès du Prestataire.

A la livraison du produit, après paiement, la Région transmet un état de la dépense réalisée accompagnée d'un titre de recette. Par facilité, ce titre de recette est si possible inclus dans l'appel de fonds annuel.

11.2.3. Paiement des développements du SIM

Les dépenses engagées pour les études puis la réalisation de nouvelles fonctionnalités seront intégrées dans le récapitulatif annuel des dépenses.

ARTICLE 12 DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est liée aux marchés relatifs au renouvellement et à l'exploitation du SIM Destineo en région des Pays de la Loire (Lot 1, 2, 3 et 4), en vigueur jusqu'au 1^{er} décembre 2022.

La présente convention prend effet à la date de signature par le dernier des Partenaires.

La présente convention est conclue **jusqu'au 1 décembre 2023**, soit un an après la fin des marchés visés ci-dessus. Une nouvelle convention pourra être signée au-delà.

ARTICLE 13 RÉSILIATION

Toute résiliation de la convention est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception.

La résiliation de la présente convention peut intervenir de plein droit, sans indemnisation, dans les cas décrits ci-après.

En cas de résiliation, les coûts de renouvellement lissés restent dus par les Partenaires.

13.1. Résiliation de droit

La résiliation de droit se fait sur proposition de la Région ou de tout membre du comité de pilotage dans les cas suivants :

13.1.1. Manquements aux obligations contractuelles

En cas de non-respect de la présente convention, le Partenaire fautif peut être exclu et ce après vote à la majorité absolue de l'ensemble des Parties dans le cadre du comité de pilotage.

13.1.2. Modification réglementaire

En cas de modification réglementaire rendant illicite la poursuite de la convention, l'ensemble des Parties peut décider d'interrompre la poursuite de ladite convention.

13.2. Retrait d'un des Partenaires

13.2.1. Retrait d'un Partenaire (hors 11.2.2)

Il est fixé une durée minimale de participation au SIM : aucune résiliation ne pourra se faire avant 18 mois de participation au SIM.

Au-delà de cette durée minimale, chaque Partenaire peut se retirer du dispositif en informant l'ensemble des Parties avec accusé de réception et en respectant un délai de trois mois minimum avant la date anniversaire de la convention.

13.2.2. Retrait de l'Etat ou du nouveau concessionnaire de l'Aéroport en cas de changement de gestionnaire de l'aéroport

La Société Concessionnaire des Aéroports du Grand Ouest (ci-après « SCAGO ») est titulaire d'une Convention de Délégation de Service Public (ci-après « Convention de DSP ») en vertu du contrat de concession qu'elle a conclu avec l'Etat (Cf décret n°2010-1699 approuvant le contrat de concession passé entre l'Etat et SCAGO portant sur les aérodromes de Notre-Dame-des-Landes, Nantes-Atlantique et Saint-Nazaire-Montoir). Par un arrêté en date du 24 octobre 2019, l'Etat (ci-après « Concédant ») a décidé de résilier cette Convention de DSP. Cette résiliation prendra effet à la date d'entrée en vigueur de la convention de concession à conclure avec le nouveau concessionnaire des aérodromes de Nantes-Atlantique et de Saint-Nazaire Montoir.

Au terme de cette Convention de DSP, le Concédant ou toute entité désignée par ses soins est substitué dans l'ensemble des droits et obligations de la SCAGO au titre de la présente convention. Le Concédant ou toute entité désignée par ses soins peut décider de se retirer de la présente convention, sans justification ni frais, les partenaires restants conviennent d'une nouvelle répartition financière dans la cadre d'un avenant à la présente convention.

En tout état de cause, la SCAGO est libérée de l'ensemble de ses droits et obligations, sans frais, à compter de cette cession et cela quel que soit la décision de l'Etat ou du nouveau concessionnaire quant à la présente convention.

13.3. Procédure et date d'effet en cas de résiliation ou de retrait

Suite au défaut de respect des obligations, le Partenaire fautif peut être exclu du partenariat et ce sur proposition de la Région ou d'un des Partenaires. La résiliation ne pourra être effective qu'après un vote pris à la majorité absolue des membres du comité de pilotage. Il appartient à la Région d'organiser ce vote.

À la suite de tout retrait ou de toute exclusion de l'un des membres du comité de pilotage, une réunion sera organisée. A cette occasion :

les modalités financières seront réexaminées entre les Parties restantes,

le montant du dédommagement du dit Partenaire sera précisé, celui-ci étant tenu de respecter son engagement financier jusqu'à la fin du marché tel que prévu dans la présente convention aux articles 9.2, 9.3 et 9.4.

13.4. Caducité ou fin anticipée de la convention

En cas de retrait d'un nombre important de Partenaires, les Parties restantes pourront décider à la majorité absolue de ne pas poursuivre le projet Destineo. La convention deviendra alors caduque sur décision de la Région.

La résiliation sera adressée à chaque Partenaire par lettre en recommandé avec accusé de réception.

La résiliation prend effet à compter du jour notifié par la Région.

ARTICLE 14 MODIFICATION ET AVENANT À LA CONVENTION

Le SIM a vocation à évoluer, tant sur le périmètre fonctionnel que géographique. La convention sera donc amenée à évoluer, notamment en termes de répartition de la charge financière.

La convention et ses annexes pourront faire l'objet d'adaptations par voie d'avenant après accord des Partenaires.

ARTICLE 15 LITIGES

En cas de litige survenant dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de le régler à l'amiable.

A défaut d'accord amiable, les contestations seront portées devant le Tribunal Administratif de Nantes.

Fait à Nantes le

En 12 exemplaires originaux

Pour la Région des Pays de la Loire
La Présidente le Conseil Régional,

Madame Christelle MORANÇAIS

Pour la Métropole de Nantes,
La Présidente de la Métropole de Nantes,

Madame Johanna ROLLAND

Pour la Communauté d'Agglomération Angers Loire Métropole,
Le Président de la Communauté d'Agglomération

Monsieur Christophe BÉCHU

Pour la Communauté Urbaine Le Mans Métropole,
Le Président de la Communauté Urbaine

Monsieur Jean-Claude BOULARD

Pour la Communauté d'Agglomération de la Région Nazairienne et de l'Estuaire,
Le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération,

Monsieur Jean-Jacques LUMEAU

Pour l'Agglomération du Choletais,
Le Président de l'Agglomération,

Monsieur Gilles BOURDOULEIX

Pour la Communauté d'Agglomération de Saumur Val de Loire,
Le Président de la Communauté d'Agglomération,

Monsieur Guy BERTIN

Pour la Communauté d'Agglomération Laval Agglomération,
Le Président de la Communauté d'Agglomération,

Monsieur François ZOCCHETTO

Pour la Communauté d'Agglomération La Roche-sur-Yon Agglomération,
Le Président de la Communauté d'Agglomération,

Luc BOUARD

Pour la Communauté de Communes des Olonnes,
Le Président de la Communauté de Communes,

Monsieur Yannick MOREAU

Pour la Ville de Sablé-sur-Sarthe,
Le Maire de Sablé-sur-Sarthe,

Monsieur Marc JOULAUD

Pour la Société Concessionnaire des Aéroports du Grand Ouest (SCAGO),
Le Directeur Général Adjoint,

Monsieur Cyril GIROT

article 16

Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché du LOT 1- Calculateur d'itinéraires

article 17

Bordereau des Prix Unitaires du marché du LOT 1- Calculateur d'itinéraires

article 18

Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché du LOT 2- Médias

article 19

Bordereau des Prix Unitaires du marché du LOT 2- Médias

article 20

Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché du LOT 3- Fourniture des outils back-office

article 21

Bordereau des Prix Unitaires du marché du LOT 3- Fourniture des outils back-office

article 22

Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché du LOT 4- Prestations d'exploitation

article 23

Bordereau des Prix Unitaires du marché du LOT 4- Prestations d'exploitation

article 24

Guide du Partenaire

article 25

Charte de nommage

article 26

Charte graphique Destineo

article 27

Document récapitulatif des outils de communication